

Nous devons avouer cependant que durant une période indéfinie, les prêteurs traditionnels devront faire un choix et qu'ils sont libres dans un pays comme le nôtre de faire des placements dans des immeubles de bureaux ou d'appartements, des maisons privées ou dans l'industrie, comme bon leur semble.

Je crois que la raison de cette diminution des prêts consentis à des fins domiciliaires par les prêteurs traditionnels ces deux ou trois derniers mois est compréhensible, c'est-à-dire pour quiconque croit vraiment en l'entreprise privée. Dans une économie florissante, nous ne pouvons pas toujours accéder à tous les désirs. En somme, nous devons toujours tenir compte des priorités. Lorsqu'un besoin est plus urgent qu'un autre, c'est à celui-là qu'il faut songer.

Mes propos ne s'appliquent peut-être pas à tous mes amis à la Chambre. Nous ne sommes pas tous hommes d'affaires. Certains ont adopté des principes et théories politiques différents des miens et, certes, je les respecte. Mais je crois que ceux d'entre nous qui connaissent les affaires, et tous les députés suffisamment renseignés ne doivent pas l'oublier, lorsque les institutions financières accordent des emprunts, il leur incombe, comme l'a signalé le député de Victoria-Carleton, de réaliser un profit raisonnable. Si ces institutions peuvent obtenir un taux d'intérêt plus élevé de  $\frac{1}{2}$  ou de  $\frac{3}{4}$  p. 100 à l'égard d'un placement sûr par rapport à un autre, alors c'est leur droit et personne ne devrait les critiquer.

• (5.40 p.m.)

Lorsque le nombre des maisons construites est à peine inférieur au nombre d'habitations bâties pendant l'année record, on peut difficilement s'attendre à ce que le gouvernement, s'il est tenant de la libre entreprise, vienne dépanner les constructeurs de logements ou qui que ce soit à un moment où, pour la première fois depuis 13 années, ils commencent à ressentir une certaine contrainte pendant l'été. Au lieu de s'adresser au gouvernement pour obtenir de l'aide, ils devraient faire un petit examen de conscience et voir d'où vient le mal; ils devraient s'adresser aux institutions financières de leurs circonscriptions, qui sont nombreuses au pays, y compris les compagnies d'assurance, les sociétés de prêts hypothécaires et autres et tenter leur chance auprès d'elles.

Au lieu d'adresser leurs appels aux 264 députés, pourquoi les constructeurs, l'Association nationale des constructeurs d'habitations, les Chambres de commerce, les

[L'hon. M. Nicholson.]

associations de travailleurs, les organismes agricoles et autres associations ne s'adressent-ils pas aux institutions de prêts privées en leur signalant qu'il serait avisé de ne pas placer tous leurs fonds dans un domaine nouveau, à ce moment-ci, mais d'en placer dans les hypothèques. Quelques efforts dans ce sens produiraient des résultats, je crois.

Le gouvernement a déclaré que le volume des prêts directs serait le même que l'an dernier; il est aux prises avec une situation qui ne peut être passée sous silence. Comme le ministre des Finances (M. Sharp) et d'autres l'ont déclaré à plus d'une reprise, le mot d'ordre du budget est la modération. Nous voulons franchir une à une les étapes de notre prospérité.

Le député de Villeneuve a parlé de la pénurie d'habitations dans la région d'Ottawa-Hull. Je signalerai respectueusement à tous les députés que vous pouvez voir chaque jour des maisons et des appartements inoccupés dans la région. En réalité, Ottawa connaît une surabondance d'habitations. Le besoin d'habitations est plus pressant dans des régions telles que Prince-George, Gold River et l'île de Vancouver qu'il ne l'est ici. La construction d'habitations est plus nécessaire en bordure de la ville de London et dans le Sud-Ouest de l'Ontario où se trouve le complexe de l'industrie automobile que dans certains grands centres urbains du pays. Le gouvernement se borne à dire: «Procédons par étape».

Sans aucun doute, lorsque nous aurons complété nos programmes d'expansion, se chiffrant à des milliards de dollars, il y aura assez de logements. Toutefois, entre-temps, certaines personnes subiront peut-être quelques inconvénients au cours de l'an prochain.

Que les députés songent à d'autres pays industrialisés. Notre industrialisation a été beaucoup plus forte au cours des 23 dernières années qu'au cours de tout le siècle précédent. Lorsque l'on songe à des pays comme la Suède, l'Allemagne, la France et la Russie qui placent l'accent sur les nouvelles installations de production signalées aujourd'hui par le député de Victoria-Carleton, on se rend compte qu'ils désirent tout d'abord terminer les usines qui créeront de nouveaux emplois et construire des habitations aussi rapidement que possible par la suite. C'est ce que nous essayons de faire aujourd'hui.

Notre programme de construction domiciliaire reflète, à mon avis, cette attitude. Le budget, monsieur l'Orateur, n'était nullement de nature à soulever la panique; aucune impression d'un manque de confiance ou d'une confiance amoindrie vis-à-vis du pays ne